

**Courrier adressé par Annie Thébaud-Mony aux députés français au Parlement européen
le 24 janvier 2017**

Monsieur/Madame le Député,

Directrice de recherche honoraire à l'INSERM (<http://iris.ehess.fr/index.php?115>), j'ai contribué à la création d'une enquête permanente auprès de patients atteints de cancer du département de la Seine-Saint-Denis, menée par le Groupement d'Intérêt Scientifique sur les Cancers d'Origine Professionnelle (voir le site : <https://giscop93.univ-paris13.fr/>). Je suis toujours membre de l'équipe qui continue cette enquête. Je suis également présidente de l'association Henri Pézerat qui apporte son soutien aux luttes syndicales et associatives pour la santé en rapport avec le travail et l'environnement (www.asso-henri-pezerat.org).

J'ai eu connaissance du projet de modification de la Directive Européenne sur les cancérogènes et du rapport de Mme Marita Ulksvog comprenant différentes propositions d'amendement ainsi que de différents amendements contribuant à une meilleure directive (émanant notamment des groupes PPE, GUE et des Verts). Ce projet nous préoccupe beaucoup et voici - succinctement - pourquoi :

1 - Les chiffres de l'épidémie de cancer en France

Entre 1984 et 2015, le nombre estimé de nouveaux cas de cancer par an est passé de 150 000 à 385 000. Sur ce total, les cas de cancers reconnus professionnels (qui stagnent à moins de 1800 cas annuels) représentent moins de 0,4%, alors que selon les données européennes, les cancers représentent au moins 53% des décès liés aux mauvaises conditions de travail. Le poids humain et financier de cette épidémie de cancer, dont une partie importante est due au travail, repose en premier lieu sur les victimes et leurs familles, et sur la collectivité au travers de l'assurance-maladie. Selon une étude néerlandaise, le coût estimé des cancers professionnels à l'échelle européenne s'élève à 334 milliards par an.

2 - Les résultats de 15 ans d'enquête du GISCOP 93

Sur un total de 1206 patients atteints de cancer respiratoire ou urinaire, dont les parcours professionnels ont été reconstitués, 1081 (soit 85,4%) ont été habituellement et lourdement exposés à des cocktails de plusieurs cancérogènes, en référence à une liste de 54 cancérogènes avérés recensés par le CIRC et/ou l'UE. Parmi eux, 350 cas seulement ont été reconnus en maladie professionnelle, du fait des logiques particulièrement restrictives du système de réparation français (pour plus de détails sur l'enquête, voir mon article en PJ).

3 - Des propositions très en amont de ce qui serait nécessaire pour organiser la prévention des cancers professionnels sur les lieux de travail

Les propositions de modifications de la Directive cancérigène présentées par la Commission ne portent que sur les valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP). Même pour les substances concernées, ces VLEP ne peuvent être considérées comme protectrices face aux cancers d'origine professionnelle. C'est le cas notamment pour la silice cristalline et le chrome hexavalent. Pour cette dernière substance, la VLEP proposée par la Commission européenne est de 25 microgrammes par m³. Cela équivaut à un cancer du poumon pour dix travailleurs exposés. En France, aux Pays-Bas et en Allemagne, une VLEP d'1 microgramme par m³ a été mise en place et permet de réduire le risque. Il serait souhaitable que la législation européenne se base sur les meilleures pratiques existantes. D'une part, la plupart de ces substances sont toxiques sans seuil. D'autre part, la division du travail et des risques conduit à une répartition très inégale et cumulative des dangers supportés principalement par les populations de travailleurs précaires, polyvalents, intervenant en particulier dans la maintenance, le nettoyage, la gestion des déchets, ou sur des procédés à haut risque d'exposition cumulée à des cancérigènes. Les travailleurs sont donc victimes d'une très importante poly-exposition qui accroît singulièrement les risques de développer un cancer. Vous pouvez consulter les travaux du GISCOP93, mais aussi ceux de l'Association Pour la Prise en Charge des Maladies Eliminables (<http://www.apcme.net>), qui, depuis des années, travaille à la mise en évidence des maladies liées au travail dans le but non seulement de faire reconnaître les cas en maladie professionnelle mais vise aussi l'assainissement des postes de travail.

Je soutiens pleinement les amendements proposés par Mme Ulksvog ainsi que par d'autres parlementaires, à savoir :

- l'extension du champ de la Directive aux substances reprotoxiques **(amendements 12 et 13)** ;
- une limite à 0,05 mg/m³ de la VLEP concernant l'exposition à la silice cristalline **(amendement 23)** ;
- une limite à 0,001 mg/m³ de la VLEP concernant l'exposition au chrome VI **(amendement 20)** ;
- une limite à 1 mg/m³ de la VLEP concernant l'exposition aux poussières de bois **(amendements 18 et 19)** ;
- une limite à 0,1 mg/m³ de la VLEP concernant l'exposition aux fibres céramiques **(amendements 21 et 22)** ;
- une limite à 1,12 mg/m³ ou 0,5 ppm de la VLEP concernant l'exposition au 1-3 Butadiène **(amendement 25)** ;

- l'intégration des vapeurs de diesel au champ d'application de la directive (annexe 1) et la fixation d'une valeur-limite de 0,1 mg/m³ dans l'annexe 3 (**amendements 191 et 192 déposés par Mme Karima Delli**) ;
- la transparence quant aux estimations de cas de cancer « tolérés », puisque la majeure partie des cancérrogènes ne connaît aucune valeur-seuil (**amendement 5**) ;
- une obligation de mise en place du suivi post-exposition et post-professionnel pour tout travailleur exposé à un risque cancérogène mutagène et/ou reprotoxique (**amendement 14**) ;
- la révision de la directive à intervalle régulier, tenant compte des connaissances acquises et de la nécessaire adoption de VLEP pour au moins 50 substances identifiées comme dangereuses par les syndicats (alors que le projet de directive n'en propose qu'un peu plus de dix). En effet, même si l'on tient compte des VLEP contraignantes d'autres directives (amiante et plomb), moins de 20% des situations réelles d'exposition aux cancérrogènes sont couvertes par les VLEP européennes (**amendements 1 et 6**) ;
- l'évaluation permanente de l'exposition des travailleurs à des cancérrogènes dans le cadre de l'activité réelle de travail, avec publication des résultats au niveau européen, en conformité avec les règles de la Directive de 1989 (**amendement 4**) ;

Je suis à votre disposition pour vous rencontrer et évoquer avec vous ce dossier qui sera débattu le 28 février prochain à la Commission des affaires sociales du Parlement Européen.

Cordialement

Annie THEBAUD MONY
directrice de recherche honoraire à l'INSERM
IRIS/GISCOP93 - Université Paris-13
74 rue Marcel-Cachin
93017 - Bobigny Cedex (France)